

Rapport du septième symposium malien des Sciences appliquées

Le jeudi 27 décembre 2012 à l'Ecole Nationale d'Ingénieurs-Abdramane Baba Touré (ENI-ABT) a eu lieu la première journée du septième symposium malien des Sciences appliquées. Le thème principal de cette journée était : Contribution des Sciences appliquées à la situation de crise au Mali. Plus qu'un sujet d'actualité, cette thématique devait permettre à des scientifiques maliens d'analyser un « goulot d'étranglement » de notre pays, qui depuis bientôt dix mois, connaît une situation socio politique catastrophique à cause de l'occupation de la partie septentrionale, des déficits en matière de gouvernance. D'éminents professeurs, chercheurs, journalistes, étudiants ont participé à cette session. Différents temps forts ont caractérisé cette rencontre.

I La cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture était présidée par M. Mohamed Salia Maiga Conseiller technique du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Elle fut caractérisée par deux interventions.

La première intervention fut celle de M. Sakho Bakary, Président du comité local d'organisation du MSAS. Il remercia le collège de participants pour leur présence. Un remerciement particulier fut adressé aux conférenciers pour avoir accepté de livrer leur analyse sur la thématique. Pour Sakho, cette thématique est plus que jamais importante pour comprendre la vision des scientifiques maliens sur un problème brûlant de l'heure. Il souligna les autres activités du MSAS en matière de recherches faites par les maliens et finit par remercier les partenaires sans lesquels, ce symposium allait rester lettre morte.

La deuxième intervention fut celle de Mohamed Salia Maiga, Conseiller technique du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Ce discours d'ouverture mettra l'accent sur l'intérêt que le Ministère porte sur les activités du MSAS et de la recherche d'une façon générale. M. Maiga souligna quelques actes importants posés par le MAS notamment le Forum de la diaspora, le Statut d'enseignant associé. Cette édition est selon lui vient à point nommé pour comprendre aux prismes d'une analyse sans complaisance la crise sociopolitique. Il ajoute que le gouvernement soutient le symposium des sciences appliquées et est intéressé par les résultats des travaux avant de déclarer ouvert le septième symposium de sciences appliquées.

A 10 heures, il y a eu une suspension de la séance pour le retrait du présidium.

II Les différentes communications

Avant les interventions, un présidium fut constitué. Le Professeur Adama TRAORE a été désigné président de séance, le Docteur Idrissa Soiba TRAORE, Chef de DER des

Sciences de l'Education de la Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Education rapporteur et le Docteur Labass Lamine DIALLO modérateur.

D'entrée de jeu, le Docteur DIALLO précisa le but visé par ces communications à savoir donner une lecture exclusivement scientifique de la situation de crise.

Trois communications furent présentées :

2.1 L'analyse de la situation sociopolitique sécuritaire au Mali

Le Docteur Birama Diakon, Enseignant Chercheur à la Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Education fut l'animateur de cette thématique. Il commença par une présentation du Pays. Le Mali est un Etat continental, vaste avec plus douze millions concentrés surtout dans la partie Sud.

Il y a une inégalité patente car le Sud est plus développé que le Nord. Les centres de santé, les industries, les banques, les écoles, sont concentrés au Sud. Cela peut être a priori une des causes de révolte de certains groupes qui se sont transformés en mouvements nationalistes et islamistes. De groupes revendicatifs, ils sont allés à l'occupation à des velléités indépendantistes. S'agissant du contexte de la crise ; les prémisses étaient visibles. L'archéologie de la situation politique du Mali, nous permet de citer le consensus autour de l'ancien président, candidat indépendant libre, l'absence de débats, le manque de « comptabilité » du aux abus de pouvoirs, la renaissance de la question touarègue et islamiste. Cette question touarègue se présente avec une certaine récurrence depuis la colonisation. Avec l'indépendance, elle se posa. Aujourd'hui le Mali vit sa cinquième crise partition du pays. Outre ceux-ci, il y a la perte du licenciement politique, le coup d'état de mars 2012 ; l'alignement au non sur les positions du gouvernement de transition en ce qui concerne la question du Nord, les organes de la transition.

Une question essentielle fut posée par le Docteur Diakon, Comment faire pour protéger notre pays ?

En réponse à cette question, M. Diakon donna sa conception des conflits qui sont des indicateurs privilégiés pour comprendre les oppositions, les hostilités entre les individus. Toute société est traversée par des conflits. Les conflits identitaires sont aujourd'hui des enjeux de pouvoirs. Ils partagent en commun la mise en cause de l'Etat Nation : pouvoir et recomposition sociale.

La paix est une culture qui permet de les dépasser. L'Etat malien en est conscient. Il a mis en place des programmes pour satisfaire des exigences : commissariat au Nord, décentralisation, programmes de gouvernance partagée, programmes d'investissement et de développement.

Ces efforts, meilleurs maillages de la sécurité n'ont pas empêché la crise. Leur échec est à rechercher dans l'échec des investissements. Les populations au Nord sont souvent de simples récepteurs des projets. Elles n'adhèrent pas ; elles ne contrôlent pas.

Il faut une réforme de l'Etat pour résoudre tous ces problèmes. La solution selon le Docteur Diakon viendrait d'une étatisation du pouvoir qui relèvera trois déficits majeurs : politique, économique ; et de légitimité.

A partir de là ; les questions suivantes : Comment renforcer les appareils d'Etat, comment instaurer les pouvoirs financiers et légitimes sont des questions essentielles qui se posent de nos jours et demandent des réponses innovantes, leviers d'une perspective heureuse pour le Mali.

2.2 Les fondements de la crise sociopolitique et sécuritaire au Mali

Cette communication fut présentée par le Professeur Jean Bosco Konaré, historien, Professeur à la Faculté d'Histoire et de Géographie de l'Université des Sciences Sociales et Economiques de Bamako.

Pour le Professeur Konaré ; il faut se dire la vérité pour trouver les leviers d'orientation du futur Mali car il est urgent de penser le Mali dans une réflexion solidaire et lucide.

Les paramètres des fondements de la crise sont :

- L'Etat

Il n'existe pas au Mali depuis longtemps, il y a une administration qui fonctionne. La simple fréquentation des services nous en donne une illustration. Des va et vient interminables pour avoir de simples papiers. Le blanc a mis en place seulement un système pour faire fonctionner le régime colonial. L'exception dans le régime colonial était qu'un commandant de cercle avait tous les pouvoirs. Les abus étaient nombreux d'où les nombreuses frustrations, source de nombreuses rebellions.

Après les indépendances, il fallait revenir sur ce système et montrer aux citoyens que ce qui appartient à la collectivité était pour eux. Mais, on a fait comme si tout était normal.

La question quel Etat mettre en place fut résolue dans la précipitation sans changement de comportement et de mentalité : corruption, existant d'éléments apparents, continuation de l'Etat- Nation hérité du régime colonial....

- L'absence de ressources humaines

Les limites des hommes sont les limites de leur niveau intellectuel. La naissance des milices a entraîné une suspicion permanente entre les cadres et la première République. On a ainsi fermé la porte aux cadres et l'ouvrir aux bavards, aux pitres.... Le mépris du savoir intellectuel est de nature à affaiblir la capacité de l'Etat à analyser les projets, programmes et à ouvrir le champ du possible afin de rendre opérationnelle l'orientation et sortir du tohubohu. Avec l'absence de vision intellectuelle, on gère au quotidien ; et il y a toujours un conflit latent entre pouvoir et savoir. L'Etat n'a pas les moyens de se mettre en cause avec l'absence d'écriture et le pouvoir devient un produit à consommer. L'Etat est un principe et dès lors qu'il ne marche pas, il faut le dire.

- **Les revendications catégorielles**

Elles furent monnaie courantes. Nous nous sommes installés dans une guerre permanente dans laquelle le pays est oublié et l'individu devint le maître mot. La mise en avance des égos intellectuels a détruit l'Etat. Il n'y a donc plus d'identification des maux, pas de réflexions sur nos situations. C'est le règne de la confusion. Pour sauver la patrie ; il faut une allégeance indiscutable vis-à-vis de la patrie.

Allégeance vis à vis de la patrie, respect des lois, justice doivent être au fondement de la patrie. Toutes ces vertus sont confisquées aujourd'hui au profit d'une course effrénée pour la richesse et même des fonctionnaires de l'Etat. Finalement au lieu de construire la démocratie, on a construit la bureaucratie.

La fonctionnalité du gouvernement réside dans sa capacité à embaucher d'où l'émergence d'un marché qui n'a pas de nom.

Sans une autorité morale, il n'y a pas d'actions concertées. Le malien pense que la politique c'est la trahison, le mensonge, les dirigeants n'ont pas eu un comportement rationnel pour construire la cité. Nous sommes aux antipodes de la politique. On a tourné le dos au sens réel de la politique qui est de construire la cité. Cela est la base de nos péchés originels.

- **La non-préparation au libéralisme**

Le Mali n'est pas pauvre ; il est mal organisé. On a contribué à creuser pendant cinquante ans le trou dans lequel nous nous trouvons.

Y a-t-il une thérapie ?

Le prêt à porter institutionnel nous amène dans le précaire institutionnel, il est impératif de regarder nos valeurs. Tous les pays qui avancent se sont arc boutés sur leur histoire et se sont appropriés pour avoir une conscience morale.

Le Mali doit construire sa colonne vertébrale morale qui passe par la réconciliation avec son passé, un choix judicieux des dirigeants, une gestion collective du pouvoir, une réflexion sur les méthodes de gouvernance qui doivent tirer leur source de nos traditions, de notre passé vif. A l'heure actuelle, il est aberrant d'emprunter la conscience de l'autre et s'en servir comme levier.

Sans une réflexion sur notre patrimoine, notre passé, nous nous enfermerons dans un imbroglio, un cul de sac.

2.3 Communication de synthèse

Le Professeur Cheibane Coulibaly, Philosophe, Sociologue - Economiste et Président de l'université Mandé Bukary ; Professeur à l'Université libre de Bruxelles Membre de l'Académie royale de Belgique fut le présentateur de cette synthèse.

Pour lui, nous vivons les conséquences de la cinquième crise. Les causes sont politiques, économiques. Elles sont liées aux contradictions internes à nos sociétés, aux enjeux géopolitiques, la déliquescence des institutions.

Aujourd'hui l'urgence est la nécessité de la reconstruction qui passe par de nouveaux paradigmes :

Une approche autre de la démocratie : pourquoi les gens ne s'intéressent pas aux élections. L'Etat apparait comme une entité qui s'oppose aux populations. Elle doit partir des problèmes des gens et d'un nouveau projet consensuel. La crise de l'éducation résulte de cela. Ce projet doit situer la responsabilité des acteurs.

La façon dont doit s'élaborer ce projet passe par une synthèse de nos valeurs, de nos besoins, institutions, ressources.

Les règles Reconstruction identitaire

- Mettre nos valeurs au cœur de la construction nationale
- Comprendre que l'endogénéité est une dimension cardinale
- Ne pas jouer avec les institutions et les règles
- Ne pas oublier que la démocratie n'est pas une fin en soi

Le principe fondamental

La reconstruction d'une société basée sur le principe de subsidiarité et non de tutelle est une urgence. Ce principe se fondera sur la polycentricité et prendra en compte les plus petites entités comme les villages, les fractions. Il faut donc trouver des schémas endogènes et non se servir du prêt à porter. A ce titre, il est indispensable de revisiter les paradigmes de la décentralisation.

Stratégies

- C'est construire des compromis
- Raffermer des continuités
- Définir des priorités en d'autres termes inventer l'Etat post colonial
- Elargir les fissures par où pénètre la lumière, abandonner les mythes, déconstruire les logiques manichéennes.

III Des débats

Les idées se sont articulées autour de questions et de contributions

Les touarègues sont-ils les seuls féodaux ?

Quelles solutions par rapport à la décentralisation ?

Les esclaves ne sont pas seulement noirs ; ils sont aussi blancs.

Le mécanisme de destruction de l'Etat résulte essentiellement de la corruption. Il n'y a pas un système judiciaire fort au Mali pour punir et sanctionner.

Le système de gouvernance est en branle, il est possible de réduire le coût des élections. Une invention technologique dûment appréciée et testée a été proposée mais rejetée à cause de la corruption.

Les rebellions tirent souvent leurs sources de la sauvegarde des intérêts occidentaux.

Les sciences et la technologie ne peuvent apporter une contribution de taille que quand on leur permet de jouer leur rôle.

La conscience du malien est entamée. Il faut l'assainir. Dans les débats le plus souvent le public concerné est absent. Quelle conscience pour le malien ? Comment amener le malien à inventer, créer et non consommer ?

La crise malienne a été créée de toute pièce, nous devons penser des solutions et non rester dans cette société de « rien » Nous avons les moyens de notre stratégie.

Le sens politique pour le malien reviendrait à faire la différence entre la politique et la démocratie. Que faire pour expliquer la différence entre démocratie et politique ?

La mise en cause de la décentralisation nous paraît être une erreur. C'est dans l'application, qu'il y a des problèmes. Les villages, les fractions sont reconnus dans les textes.

La formation des hommes est le levier d'une meilleure orientation.

Y a-t- suffisamment de repères pour nous orienter si nous devons retourner aux sources ?

La rébellion touarègues de 1917 n'est pas forcément une cause explicative de la crise. Il n'y a pas un lien direct en termes d'objectifs. Il faut une explication approfondie.

Les intellectuels maliens doivent cesser de se culpabiliser en soutenant qu'on est tous responsables de cette situation.

Il ya des questions fond à répondre.

Le degré de moralité de candidat doit être visité avant les élections. Désormais, il faut des critères d'éligibilité plus solides. Au Mali, nous sommes plus en face d'une question d'hommes. Ce sont ces hommes qui animent ces institutions. On peut se référer à la Chine pour comprendre ce phénomène : Qui a le droit de mettre la main dans la roue de notre histoire est une question fondamentale.

Le peuple malien a failli à son devoir car il doit élire des dirigeants crédibles.

Il y a une mauvaise compréhension des terminologies ; ce qui désoriente les populations du sens et de la signification des pouvoirs politiques.

Aujourd'hui, il ne faut pas aller au suicide en imitant les occidentaux.

Il y a encore des repères en milieu rural et il faut s'atteler à les mettre en exergue. Les relations grands parents petits fils sont aujourd'hui plus porteuses que les relations père enfants. Nous devons chercher et faire la synthèse de ce qui se vit. Il ne faut pas désespérer et surtout douter.

Le pays n'est pas un gâteau à partager.

Le Mali a été complaisant dès l'accueil des combattants de la Lybie. L'Etat a été faible en les recevant.

La démocratie a détruit l'armée qui est devenue un dépotoir de chômeurs par la création d'une armée de reproduction biologique.

L'enseignement des rudiments du civisme peut être un recours pour redresser la pente

La jeunesse désorientée du Mali a pour tant un grand rôle à jouer dans la régulation de cette crise.

C'est la classe moyenne qui est partie se réfugier dans la société civile pour prendre les rentes du développement.

Quel type d'Etat pour notre développement pour amorcer notre développement ?

Que représente le drapeau dans notre identité ? Le drapeau est abstrait par rapport à un fétiche qui incarne la peur.

Nous sommes dans une indifférence coupable caractérisée par une démission sur tous les plans.

Réfléchir pour que cette situation n'arrive plus.

Il ne faut pas aller aux élections aujourd'hui pour laisser des politiciens véreux gouvernés et pillés systématiquement notre pays.

IV Conclusion

En conclusion, la journée a été très enrichissante, des réponses satisfaisantes ont été apportées aux différentes questions et les contributions ont été appréciées en leur juste valeur. Pour le conférencier ; il est important aujourd'hui de reconstruire l'Etat malien. Pour cela, il faut :

- Combattre toute idée d'élections avant la libération des régions Nord
- Aller vers une société ouverte, multiculturelle
- Combattre la violence qui en tant que construction sociale ne résout rien
- Eduquer les enfants à l'aune d'un système éducatif performant et qui s'appuie sur nos valeurs ataviques

- Définir des priorités pour inventer l'Etat malien en déliquescence

Réfléchir sur nous même par nous même et pour nous même dans un élan critique novateur tout en s'ouvrant au monde est aujourd'hui une exigence cardinale si nous voulons avancer hardiment vers la voie du progrès.

La séance de travail a pris fin à 17 heures 30 minutes par la lecture et l'adoption du rapport journalier.

Rapporteur

Docteur TRAORE Idrissa Soïba